L'objectif de la marche est de dénoncer et d'exiger une action globale et immédiate visant à mettre fin aux violations des droits de l'homme, aux violences sexuelles et à toutes les autres exactions dont sont victimes les femmes et les filles dans les zones de conflit, et plus particulièrement, au Mali. À cette occasion un mémorandum est remis à l'ambassadeur du Mali par la secrétaire général du «Réseaux Paix et Sécurité des femmes de l'Afrique de l'Ouest», Mme Diago Ndiaye.

Selon les organisateurs, elle s'inscrit dans le cadre de la recherche de la paix et de la stabilité en Afrique de l'Ouest afin de garantir la sécurité des femmes et des filles dans la sous-région.

Il s'agit par cette action de sensibiliser les décideurs, les parties au conflit et les acteurs de la société civile sur l'ampleur et l'impact des conflits, et l'importance de la protection des couches vulnérables de la population contre toute forme de violence basée sur le genre. Elle permet en outre d'insister sur le rôle important des femmes dans la construction de la paix et de la réconciliation.

C'est ainsi qu'une foule au couleur orange arborant des banderoles sur lesquelles sont mentionnées «Nous sommes tous uni pour dire : Non aux violences faites aux femmes et aux filles dans les zones de conflit. Non aux violence faites aux femmes au Mali», ont battu le macadam de la Place de l'Obélisque à la RTS.

Il a eu également la prestation des jeunes élèves d'une école privées de la place invités à la marche entonnant des chants «Hô la Guinée, nous chantons la Guinée la paix en Guinée... ». Et de poursuivre avec le même refrain en changeant les nom des pays de façon à citer tous les Etats la CEDEAO.

Madame Diago Ndiaye , la secrétaire général du Réseaux a explique que ces atteintes vont «à l'encontre des normes internationales des droits de l'homme et du droit humanitaire contenus dans les instruments juridiques notamment les résolutions 1325,1820 et suivante du Conseil de sécurité de l'ONU qui mettent l'accent sur la situation des femmes et les enfants

dans les zones de conflits .ces groupes constituent la frange de la population durement affectée à plus d'un par les conséquences néfastes de ces conflits».

D'où la nécessité «d'une mobilisation dans un vaste mouvement de solidarité pour demander aux parties au conflit au Mali de cesser les violences faites aux femmes et aux filles maliennes. Ceci pour entamer dans les meilleurs délais un dialogue, inclusif, précurseur d'une négociation viable, comprenant effectivement les femmes et la société civil ; de mettre en place immédiatement, un mécanisme national de prise en charge des effets physique et psychologiques engendrés par le conflit et qui créent des séquelles irréversibles pur les populations concernées».

Et d'ajouter «faisons nôtre la Déclaration des femmes du Mali sur le processus de médiation , consolidation de la paix et de la sécurité, remis au gouvernement Malien, le 15 novembre 2012, pour demander également aux instances de le CEDEAO et à la Communauté internationale de mieux impliquer les femmes maliennes dans les recherches de solutions idoines pour une sortie pérenne de la crise», a-t-elle renchéri.

L'ambassadeur du Mali au Sénégal Moulaye Ali Kalil Ascofaro a salué «cet élan de solidarité et de compensation au nom du peuple malien», avant de s'indigner du fait que les premières victimes de ce conflit restent «malheureusement les femmes».

On peut noter la participation de ressortissants de plusieurs pays de la l'Afrique de l'Ouest notamment la Mauritanie, le Togo, la Côte d'Ivoire entre autres. Et également du ministère de la Femme de l'Enfance et de l'Entreprenariat féminin.

Par Ndèye Fatou Diouf, Source: http://fr.allafrica.com/stories/201212031606.html?viewall=1